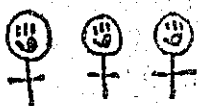


**Qui nous
protège
de la
violence
de l'État ?**



**Manifeste de la
manif-action
contre l'État
paternaliste**

Définition du patriarcat:

Un système fondé sur la détention de l'autorité par les hommes. Un ordre social qui construit, reproduit et maintient une division sociale basée sur le sexe, maintenant les femmes dans une position subordonnée par rapport aux hommes.

Définition du paternalisme

Attitude de quelqu'un qui se conduit comme un père vis-à-vis de ses enfants, envers ceux et celles sur qui il exerce, ou tente d'exercer une autorité. Manière de diriger, de commander avec une bienveillance autoritaire et condescendante en vue d'exercer un contrôle total.

Tout comme l'agresseur tente de justifier sa violence en responsabilisant sa victime, le gouvernement et les administrations scolaires tentent de nous faire avaler que les manifestant-es méritent la brutalité policière et celles des gardien-ne-s de sécurité parce que nous n'obéissons pas à l'ordre établi, à LEUR ordre social. Nous refusons cette logique infantilisante qui évacue toute dimension politique et détourne le débat soulevé par la lutte pour une éducation accessible à toutes et tous. Nous luttons de par notre critique pour de meilleures conditions de vie pour tous et toutes sans exception et c'est avec les poings et les armes qu'on nous répond.

Nous nous opposons à la violence invisible mais au combien destructrice de l'État, qui porte un grand coup à toute la société québécoise en expulsant violemment plusieurs personnes des bancs d'école. En ce sens, il importe de faire la distinction entre la supposée violence d'un mouvement social et sa colère légitime.

Nous, étudiantes féministes en grève, accusons le gouvernement libéral patriarcal de consciemment exacerber les inégalités entre les sexes via la hausse des frais de scolarité qui s'attaque à l'un des mécanismes-piliers de l'atteinte de légalité de fait entre les femmes et les hommes: l'éducation accessible.

En bon papa de l'État policier, il nous demande de collaborer avec ceux-là même qui nous répriment depuis les débuts de notre grève reproduisant une attitude paternaliste corroborent le patriarcat. On nous demande, par cet appel pernicieux, de nous diviser nous même pour leur permettre de mieux régner. Nous dénonçons les individus s'autoproclamant pacifistes qui s'opposent au vandalisme de la propriété privée marqueur du capitalisme. Elles et ils s'en prennent directement ensuite à l'intégrité physique de celles et ceux qui militent à leur côté ou la mettent en danger par la délation, n'étant en fait rien d'autre que des complices de la brutalité policière. Il n'est en aucun cas pacifique de demeurer passifs ou passives face à la répression de cet État paternaliste.

L'État et les administrations scolaires tentent de rendre illégitime la lutte contre la hausse des frais de scolarité en traitant haut et fort le mouvement étudiant «d'extrémiste» parce qu'il ose tenir une analyse sociale radicale qui ne remet pas que la hausse actuelle des frais de scolarité en question. Tandis que nous, étudiantes et étudiants, par nos revendications visant un accès plus égalitaire à l'éducation, nous luttons sur les plans idéologique et politique, le gouvernement et les administrations de nos institutions scolaires nous répondent par des violences s'attaquant directement à notre intégrité physique et psychologique. Les dociles agent-e-s de sécurité et la police sont l'instrument de la violence structurelle, politique et institutionnelle de l'État. Ils et elles agissent en véritables mercenaires du pouvoir en place. Refusons d'entrer dans leur jeu et de reproduire leur violence.

Au sein même de nos universités et de nos Cégeps, des agent-e-s de sécurité utilisent leur force brute pour nous empêcher d'exercer notre droit de grève, obéissant aveuglément aux ordres des administrations. Elles et ils sabreuvent d'une ferveur enflammée du sens du devoir les convaincant d'être les gardiennes de la loi et de l'ordre, mais ne remettent jamais en question les impacts et les buts avoués de leurs actes brutaux. Ces supposé-e-s gardien-nes de la paix font régner un climat d'insécurité et de terreur où les grévistes sont marginalisé-e-s, où leurs droits et libertés sont sans cesse baffoués. Voies de fait, usage excessif de la force, atteinte aux droits fondamentaux, harcèlement sexuel et psychologique, intimidation: cette vision de la sécurité construite par les administrations de nos institutions scolaires ne vise en aucun cas la préservation de la sécurité des personnes, mais vise plutôt celle de l'ordre à tout prix, au mépris du respect de l'intégrité des individus. En réprimant violemment ceux et celles qui défendent le bien commun, la principale fonction des gardien-e-s de sécurité et de la police est de servir les intérêts du pouvoir en place, ceux de ce gouvernement qui brutalise tout un peuple et hypothèque les générations à venir avec une hausse qui créera encore plus d'exclusion, de marginalisation et d'inégalités sociales.

Nous refusons le paternalisme politique, moral, économique et social encouragé par l'État et appliqué par nos administrations scolaires notamment via la brutalité policière et celles des agent-e-s et agents de sécurité, sous prétexte d'assurer notre sécurité.

De quelle sécurité parle-t-on? La sécurité protégeant les intérêts de qui et de quoi?

Nous refusons le paternalisme de l'État libéral patriarcal envers le mouvement étudiant - mais aussi envers toute une société - par un gouvernement qui nous voudrait soumises et silencieuses.

Tout comme l'agresseur tente de justifier sa violence en responsabilisant sa victime, le gouvernement et les administrations scolaires tentent de nous faire avaler que les manifestant-es méritent la brutalité policière et celles des gardien-e-s de sécurité parce que nous n'obéissons pas à l'ordre établi, à LEUR ordre social. Nous refusons cette logique infantilisante qui évacue toute dimension politique et détourne le débat soulevé par la lutte pour une éducation accessible à toutes et tous. Nous luttons de par notre critique pour de meilleures conditions de vie pour tous et toutes sans exception et c'est avec les poings et les armes qu'on nous répond.

Nous nous opposons à la violence invisible mais au combien destructrice de l'État, qui porte un grand coup à toute la société québécoise en expulsant violemment plusieurs personnes des bancs d'école. En ce sens, il importe de faire la distinction entre la supposée violence d'un mouvement social et sa colère légitime.

Nous, étudiantes féministes en grève, accusons le gouvernement libéral patriarcal de consciemment exacerber les inégalités entre les sexes via la hausse des frais de scolarité qui s'attaque à l'un des mécanismes-piliers de l'atteinte de légalité de fait entre les femmes et les hommes: l'éducation accessible.

Nous, étudiantes féministes en grève, accusons le gouvernement libéral patriarcal d'infantiliser le mouvement étudiant en délégitimant nos revendications et en baillonnant les enjeux qu'elles soulèvent.

Nous, étudiantes féministes en grève, exigeons que le gouvernement libéral patriarcal et les administrations de nos institutions universitaires et collégiales condamnent publiquement les abus de pouvoir commis par les forces de l'ordre partout au Québec et reconnaissent publiquement avoir encouragé la violence physique, psychologique, économique, sexuelle et verbale envers les grévistes et envers les professeur-e-s qui souhaitent respecter nos mandats de grève.

Nous, étudiantes féministes en grève, exigeons que les institutions d'enseignement cessent de faire appel à des agences de sécurité privée et que l'État cesse de légitimer l'usage des forces policières pour gérer un conflit qui doit se régler sur la scène politique.

Et d'ici là,

NON, nous ne serons pas de petites filles sages.

NON nous ne nous taierons pas.

NON nous n'obéirons pas à leur ordre social patriarcal.

Notre colère est légitime, notre lutte est nécessaire!

C'est pas vos matraques, qui vont nous faire plier!

Grève Féministe illimitée!

féministes en grève
(et en crise)

-mai 2012-